

1. RENSEIGNEMENT SUR L'OPÉRATION

1.1. Présentation du projet

1.1.1. Objet de l'opération

Construction d'un bassin tampon, d'un ouvrage de traitement des eaux pluviales et des ouvrages annexes au quartier des deux lions.



1.1.2. Mode de consultation des entreprises

Mode de consultation des entreprises : Appel d'offres
Mode de passation des marchés : macro-lots
Type de marchés : Privés

1.1.3. Délai prévisionnel de chantier

Date prévisionnelle de début des travaux : 1 juin 2017
Durée prévisionnelle de réalisation (mois) : 11

1.1.4. Démarche environnementale

Valorisation des déchets :
Dans un document soumis au visa du maître d'œuvre pendant la période de préparation, l'entrepreneur expose et s'engage sur :
- Le tri sur site des différents déchets de chantier et les méthodes qui sont employées pour ne pas mélanger les différents déchets,
- En cas de plate-forme de tri nécessitant un premier transport depuis le chantier, l'entrepreneur précise les méthodes et moyens employés ainsi que la localisation de l'installation,

- Les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels sont acheminés les différents déchets à évacuer, en fonction de leur typologie et en accord avec le centre de stockage ou de regroupement,
- Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui sont mis en œuvre pendant les travaux,
- L'information du maître d'œuvre en phase travaux quant à la nature des déchets et aux conditions de dépôt envisagées sur le chantier,
- Les moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer la gestion des déchets,
- La mise en zone de dépôt autorisée des déblais inertes en provenance du chantier et non réutilisables sur le site.

1.1.5. Prévision du nombre d'entreprises et de leur(s) sous-traitant(s)

Nombre d'entreprises intervenantes (estimation) : le chantier est découpé en deux macro-lots :
Macro lot 1 : Stockage - relevage
Macro lot 2 : décantation lamellaire

1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier

Effectif prévisible du personnel de chantier (estimation) : 20 à 25 personnes environ sur le site

1.2. Présentation des intervenants

Activité	Entreprise	Adresse	Média diffusion	Interlocuteur
Maîtrise d'ouvrage	STE EQUIPEMENT DE LA TOURAINE	40 RUE JAMES WATT 37206 TOURS CEDEX 3	0631591507 dubreuil@set.fr	Valérie DUBREUIL
Maîtrise d'œuvre	ARTELIA	Direction Régionale Ouest 8 Avenue des Thébaudières – CS 20232 44815 SAINT HERBLAIN CEDEX	ronan.LELOER@arteliagroup.com	Ronan LE LOER

3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)

Le chantier est décomposé en plusieurs tranches distincts qui nécessitent à chaque fois une installation particulière :

-Installation électrique spécifique à la zone, cette installation électrique comprend l'alimentation de la grue, les coffrets de distributions électrique avec au minimum, un coffret en tenant compte d'une distance max de 25 m entre les coffrets.

-Le titulaire prévoit la mise en place d'un dispositif d'éclairage provisoire fixe, afin d'assurer un niveau d'éclairement suffisant des aires de stationnement et des voiries, et des circulations piétonnes de chacune de ses zones d'installations de chantiers et de leurs locaux à l'usage du personnel.

-Il est précisé que l'éclairage d'appoint des postes de travail (niveau d'éclairement : 200 lux) reste à la charge de chaque entreprise.
En application du Code du Travail, sont obligatoirement éclairés :

- Les cheminements et zones de circulations extérieures,
- Les zones de stockage,
- Les escaliers.

-En cas de travaux de nuit sur le chantier, le titulaire doit également éclairer les points dangereux sur les pistes de chantier.

Il est rappelé que les installations provisoires d'éclairage doivent être conçues pour assurer en tout point les niveaux d'éclairement minimaux suivants :

- 10 lux : dans les zones et voies de circulations extérieures,
- 20 lux : dans les aires de chargement et de déchargement,
- 40 lux : dans les zones et voies de circulations intérieures,
- 60 lux : dans les escaliers et zones de stockage et d'entreposage,
- 120 lux : dans les locaux de chantier

ELECTRICITE DE CHANTIER

Le titulaire du lot N°1 prend à sa charge la mise en œuvre et la maintenance de toute l'alimentation électrique de ses installations de chantier, ainsi que tous les frais relatifs à leur vérification par un organisme habilité.

A cette fin, il entreprend toutes les démarches administratives nécessaires.

Les prescriptions ci-après sont scrupuleusement respectées :

- chaque installation électrique des « installations de chantier », fait l'objet d'un contrôle lors de la mise en service. Ces installations sont ensuite vérifiées selon la périodicité réglementaire de 1 an, établie par l'arrêté du 10 octobre 2000 (modificatif de l'arrêté du 20 décembre 1998), lors du démontage de la grue, l'installation doit obligatoirement être revérifiée par un organisme agréé.

- Chaque installation électrique de chantier est conforme aux arrêtés susvisés et à la Norme NFC15-100. De plus, elle est adaptée aux postes de travail en fonction du milieu de travail (ex : travaux en milieu humide).

- L'utilisation de matériel électrique est limitée à l'intérieur des enceintes conductrices. Ailleurs, une préférence est donnée au matériel pneumatique ou sur batterie.
- Seules des personnes possédant un titre d'habilitation électrique sont autorisées à travailler sur les installations et à l'intérieur, conformément à la Norme UTEC 18-510.
- Toutes les pièces nues sous tension sont rendues inaccessibles au personnel non habilité électrique.
- Les habilitations électriques sont tenues sur le chantier à la disposition des organismes de prévention et du CSPS.

Sont à la charge du titulaire :

- La ligne électrique reliant le point d'alimentation et l'armoire générale de distribution sur le chantier.
- La distribution nécessaire à ses installations (grues, cantonnements, etc.) y compris éclairage des circulations.
- Fournir, entretenir et alimenter les tableaux de distribution et coffrets prises de courant en nombre suffisant.
- L'établissement d'un plan général d'installation électrique y compris canalisations enterrées par l'entreprise installatrice, lors de la période de préparation du chantier.
- La surveillance et entretien des installations.

Chaque entreprise doit utiliser du matériel conforme à la réglementation et désigner une personne chargée de son entretien.

Obligation d'utiliser uniquement sur le chantier des rallonges électriques H07 RNF.

- Les canalisations électriques au sol doivent être protégées contre les risques de dégradation mécaniques et être disposées de manière à ne pas gêner la circulation (véhicules et piétons).

- Les raccordements au réseau électrique (EDF ou autres) des installations de chantier ainsi que tous les frais correspondants y compris les abonnements et consommations, sont entièrement à la charge des entreprises.

EAU POTABLE

À chaque phase du chantier, l'alimentation en eau doit être prévu, un point d'eau en extérieur, en pied de grue et au niveau des bases vie, l'installation provisoire doit suivre l'avancement des travaux.

Tous les locaux réfectoires et sanitaires des installations de chantiers sont alimentés en eau potable. Chaque fois que cela est techniquement possible cette alimentation est assurée par le raccordement au réseau de distribution d'eau potable local. Le titulaire informera le CSPS des dispositions retenues pour l'alimentation en eau potable de ses chantiers. Il est rappelé que chaque employeur doit assurer la distribution journalière d'au moins trois litres d'eau potable fraîche destinée à la boisson à chacun de ses salariés employés sur le chantier.

EAUX USEES

Les locaux d'hygiène du personnel sont raccordés au réseau local d'assainissement des eaux usées. Lorsque l'éloignement des chantiers ou qu'une difficulté technique particulière le justifie, le titulaire, prévoit l'utilisation d'un dispositif à fonctionnement autonome, ou d'un système d'épandage dans le respect des éventuelles réglementations en vigueur sur la zone considérée.

3.2.8. Cantonnements et entretien

Installés pendant la période de préparation
Maintenus en place et entretenus pendant toute la durée du chantier par l'entreprise du lot N°1.

Installés pendant la période de préparation
Maintenus en place et entretenus pendant toute la durée du chantier par l'entreprise du lot N°1.
- les bungalows composant les salles de réunions (1 salle de réunion de 30 m²).
Ces locaux seront meublés, chauffés, rafraîchis et éclairés. Une boîte de secours avec le matériel nécessaire y seront installés.
Les frais d'installations, de location et de repliement en fin de chantier sont à la charge du lot N°1.
Les frais d'entretien, de chauffage, de consommation seront imputés au compte prorata.

Base vie compagnons :
La base vie comprend :
- Les vestiaires, réfectoires et sanitaires.
Elle sera évolutive, en fonction des prévisions d'arrivée des effectifs.

Une zone de parking est prévue en anticipation et sera aménagée par l'entreprise ainsi que les cheminements piétons entre les bungalows et les différentes zones chantier.

Le titulaire du lot doit dès le début de ses travaux assurer la mise en œuvre, l'entretien et la maintenance des sanitaires, vestiaires et réfectoires conformes aux prescriptions réglementaires en fonction des effectifs de personnel présents sur le chantier, y compris le personnel des sous-traitants. Le titulaire assure aussi les fournitures, en tant que besoin, et les consommables tels que savons, essuie mains, papier toilette, ...

Quelle que soit leur nature, les locaux provisoires de chantier sont implantés et aménagés pour permettre un accès aisé et sécurisé depuis les aires de stationnement ou cheminements correspondants, notamment vis à vis des circulations de véhicules ou engins sur les pistes environnantes.

Ces locaux sont équipés de lave-bottes en nombre suffisant et judicieusement répartis. Les dispositions prévues sont précisément décrites dans le PPSPS du titulaire.

Les dimensions et équipements des installations sont déterminés en fonction des besoins réels des entreprises en respect des précisions ci-après :

- vestiaires : 0,8 m2/salarié (*)
- réfectoires : 1,5 m2/salarié
- WC : 1 pour 20 salariés (*)
- urinoirs : 1 pour 20 salariés
- lavabos : 1 pour 5 salariés (*)
- douches : 1 pour 10 salariés (*)

Nota : (*) équipements séparés en cas de personnel féminin sur le chantier.

Les blocs réfectoires sont munis de l'équipement nécessaire à la conservation et au réchauffement des plats ainsi qu'au lavage de la vaisselle.

Les blocs réfectoires, les lavabos et les douches sont équipés en eau chaude et froide.

L'ensemble des installations devra et pourvu d'un moyen de chauffage et est nettoyé quotidiennement.

Des passages couverts sont aménagés entre les différents locaux d'accueil du personnel.

Les passages entre installations et véhicules sont aménagés hors eau et boues.

Des extincteurs adaptés sont mis en place (et vérifiés périodiquement) en nombre suffisant sur le site.

HEBERGEMENT

Durant la réalisation des travaux l'hébergement des travailleurs sur chantier est interdit.

3.3. Nettoyages (hors cantonnement)

Règles générales applicables à chaque entreprise :

Chaque entreprise devra évacuer ses propres déchets, gravois et emballages, depuis la zone de travail jusqu'aux bennes mises à disposition par le gros œuvre (compte prorata).

3 types de nettoyage sont à distinguer :

- 1er type : le nettoyage journalier par chaque entreprise :

En application du code du travail, chaque entreprise devra continuellement tenir propre les zones de travail, et devra en conséquence, évacuer ses propres gravois et déchets dans les bennes ou containers. Les emballages, cartons, voiles polyane etc...., devront systématiquement être évacués tous les soirs.

Ce nettoyage sera réalisé journallement par chaque entreprise dans la zone où elle intervient. En cas de défaillance constatée, le Maître d'œuvre d'exécution donnera ordre à l'entreprise de Gros œuvre d'effectuer le travail en lieu et place de l'entreprise et à sa charge.

- 2ème type : le nettoyage général du chantier :

C'est un nettoyage au moins hebdomadaire à la charge de chacun des lots. Il sera réalisé dans chaque zone pendant toute la durée du chantier. En cas de défaillance d'une entreprise, un ordre d'exécution

sera donné par le Maître d'œuvre d'exécution, après contrôle, pour que le titulaire du lot Gros œuvre (s'il est encore présent) ou une entreprise spécialisée exécute ces travaux à ses frais.

- 3ème type : nettoyage final :

Pour mémoire (voir pièces générales)

EXTRAIT DU P.G.C.(Fichier DTi8 Extrait du P.G.C.pdf)